



Conseil de sécurité

Distr. générale
17 septembre 2018
Français
Original : anglais

Lettre datée du 14 septembre 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme suite à la lettre du Ministre d'État aux affaires étrangères des Émirats arabes unis, Anwar Gargash, en date du 13 juin 2018 (S/2018/607), et aux lettres de la Ministre d'État à la coopération internationale des Émirats arabes unis, Reem Al Hashimy, en date des 19 juin 2018 (S/2018/618) et 6 juillet 2018 (S/2018/675), je vous écris au nom de mon gouvernement pour réaffirmer et renforcer l'engagement des Émirats arabes unis en faveur d'un processus politique dirigé par l'Organisation des Nations Unies, en dépit de la décision des houthistes d'ignorer les pourparlers de Genève organisés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths.

Le mépris que les houthistes ont témoigné à l'Organisation des Nations Unies et l'obstacle qu'ils ont dressé à un processus politique digne de ce nom en boycottant ces pourparlers est un sérieux revers et une grande déception pour le peuple yéménite et la Coalition, qui souhaitent ardemment mettre fin au conflit. Malheureusement, ce n'est pas la première fois que les houthistes reviennent sur leur engagement à participer à un processus politique depuis qu'ils ont fait échouer la transition politique en 2015, ont eu recours à la force et ont déclenché la crise humanitaire et politique qui sévit au Yémen aujourd'hui.

La Coalition demeure déterminée à appuyer l'action de l'Envoyé spécial et reste attachée à une solution politique dirigée par l'Organisation des Nations Unies, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et à son mécanisme de mise en œuvre ainsi qu'aux textes issus de la Conférence de dialogue national. Nous pensons que c'est là le seul moyen d'instaurer durablement la paix et la sécurité au Yémen. La Coalition est disposée à contribuer à la tenue de nouveaux pourparlers dès que l'Envoyé spécial sera à même de garantir que les houthistes y participeront véritablement. Nous espérons qu'il y parviendra bientôt.

Il est désormais clair que pour faire avancer les négociations, il faudra impérativement continuer de faire pression sur les houthistes. La libération de la plus grande partie de la côte de la mer Rouge, sous contrôle houthiste, a largement contribué à faciliter les travaux de l'Envoyé spécial. En effet, après avoir refusé de collaborer avec son prédécesseur pendant deux ans, les houthistes n'auraient pas ouvert le dialogue avec l'Envoyé spécial s'ils n'avaient pas été sur le point de perdre leur accès à la mer et d'être privés des livraisons d'armes et des fonds dont ils dépendaient. Par conséquent, bien qu'elle estime que toute intervention militaire doit être une mesure de dernier recours, la Coalition voit dans la libération de Hodeïda une condition *sine qua non* de la réouverture de pourparlers de paix avec les



houthistes. C'est pourquoi, avec son appui, les forces du Gouvernement yéménite ont intensifié leurs opérations militaires contre ces derniers dans la région de Hodeïda et sur d'autres fronts, en dosant soigneusement l'usage qu'elles font de la force et dans l'objectif clair de relancer le processus politique.

Le Conseil de sécurité et la communauté internationale eux aussi doivent faire pression sur les houthistes. Il faudrait tout d'abord prendre sans délai des mesures propres à mettre fin aux livraisons d'armes et à la fourniture de fonds et d'assistance technique auxquelles procède l'Iran en violation flagrante des résolutions [2216 \(2015\)](#) et [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. L'Iran fournit en effet aux houthistes les armes les plus sophistiquées et le savoir-faire le plus pointu qu'un acteur non étatique ait jamais reçus, y compris des missiles balistiques, des missiles antinavires guidés et des drones aériens kamikazes, ainsi que des centaines de milliers de mines terrestres et d'engins explosifs improvisés qui ont des conséquences dévastatrices pour la population civile de tout le Yémen.

Dans le même temps, la communauté internationale doit absolument exercer davantage de pressions sur les houthistes pour qu'ils respectent le droit international humanitaire. Elle doit condamner sans équivoque l'utilisation de boucliers humains, la destruction d'infrastructures civiles vitales, les attaques au mortier lancées contre des hôpitaux et des systèmes d'assainissement, l'emploi sans discrimination de mines et les tirs de missiles effectués contre des civils en Arabie saoudite et des navires-citernes dans la mer Rouge. Les houthistes interpréteront toute réaction en demi-teinte comme une acceptation tacite de leurs méfaits.

Plus important encore, la Coalition est consciente que son engagement en faveur du bien-être du peuple yéménite, de l'application des principes humanitaires et du respect du droit international humanitaire est plus important que jamais. Cette année, elle a versé près de 1,25 milliard de dollars de fonds non préaffectés au plan d'aide humanitaire des Nations Unies afin de permettre aux civils yéménites, en particulier ceux qui se trouvent dans les zones saisies par les houthistes, de recevoir l'assistance dont ils ont désespérément besoin. Grâce à cette initiative, par exemple, le nombre de personnes recevant une aide alimentaire des Nations Unies a plus que doublé, l'accent ayant été mis sur les zones sous contrôle houthiste. Cette aide est complétée par l'assistance bilatérale directe qui est apportée aux zones libérées et contrôlées par le Gouvernement. Nous travaillerons en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour faire progresser l'exécution du plan d'aide humanitaire de 2018 et veiller à ce que le plan de 2019 ait pour effet d'améliorer nettement la situation humanitaire.

La désescalade du conflit est également une dimension essentielle de l'appui apporté. La sécurité des civils et des travailleurs humanitaires et la protection des infrastructures civiles demeurent parmi les priorités de la Coalition. Les pertes civiles sont inacceptables, et d'autant plus lorsque ce sont des enfants qui sont tués. La Coalition est résolue à enquêter sur les incidents survenus et de veiller à ce que chacun réponde de ses actes en assumant ses responsabilités lorsque c'est nécessaire et en appliquant des mesures correctives.

Si l'on veut créer des conditions propices à un processus politique et mettre fin à la crise humanitaire, toutes les parties au conflit doivent bien comprendre que le seul moyen d'aller de l'avant est de participer véritablement aux pourparlers de paix.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Lana **Nusseibeh**